

Marché de Services

N° PA2026-004

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Contrôles et vérifications périodiques des installations de
Centrale Lille Institut

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

Passé selon le code de la commande publique

(Articles L. 2123-1 et R2123-1)

ACHETEUR PUBLIC :

Centrale Lille Institut

Cité Scientifique – CS 20048

59650 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex

Adresse électronique : marches.publics@centralelille.fr

DATE LIMITE DES OFFRES : 02 mars 2026 à 10h

Table des matières

Article 1. OBJET DU MARCHE	3
Article 2. COMPOSITION DU PARC IMMOBILIER.....	3
Article 3. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE	4
4.1 Accompagnement et prévention.....	5
4.2 Ajout ou suppression de locaux et d'équipements	5
4.3 Assistance.....	5
4.4 Cadre et Conformité réglementaire	5
Article 5. DEFINITION PRECISE DES BESOINS	6
5.1 Vérification périodique annuelle des installations électriques	6
5.2 Vérification périodique du matériel de levage	7
5.3 Vérification annuelle des ascenseurs.....	8
5.4 Vérification quinquennale des ascenseurs.....	8
5.5 Vérification triennale des systèmes de sécurité incendie.....	9
5.6 Vérification annuelle des installations d'aération et d'assainissement	10
5.6.1 Centrale de traitement d'air (CTA)	14
5.6.2 Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC).....	14
5.7 Vérification trimestrielle d'équipements de travail	15
5.8 Vérification semestrielle de portes et portails automatiques et de barrière levante.....	16
5.9 Vérification annuelle des points d'ancrage et des lignes de vie	17
5.10 Vérification annuelle des installations de gaz dans un ERP.....	17
5.11 Vérification annuelle des équipements sous pression de gaz (compresseur).....	19
5.12 Vérification quadriennale des compresseurs	19
5.13 Requalification décennale des équipements sous pression.....	20
5.14 Vérification annuelle des clapets coupe feux	21
5.15 Vérification annuelle des centrifugeuses.....	21
Article 4. CONDITION D'EXECUTION	22
4.1 Mode opératoire et suivi des visites	22
4.2 Planning prévisionnel d'exécution des vérifications périodiques.....	22
4.3 Livrables.....	23
4.3.1 Rapports de vérification	23
4.3.2 Logiciel.....	24
4.4 Réunions de démarrage et de suivi.....	25

Article 1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet les prestations de contrôles et de vérifications périodiques réglementaires qui doivent être effectuées sur l'ensemble des bâtiments, des installations et des équipements de Centrale Lille institut.

Les activités de Centrale sont actuellement implantées sur quatre sites répartis au sein de deux campus :

- Sur le « campus de Villeneuve d'Ascq », sis sur le domaine universitaire scientifique de la cité scientifique à Villeneuve d'Ascq (DUSVA), 19 bâtiments répartis sur 3 sites (site ECL, site ENSCL et site ITEEM) totalisent près de 32 300 m² de SHON
- Sur le « campus de Lens », le site « IG2I », voisin de celui de la faculté des sciences de l'Université d'Artois, est constitué d'un bâtiment de 2 279 m² de SHON, sis 13 rue Jean Souvraz.

Article 2. COMPOSITION DU PARC IMMOBILIER

Centrale Lille Institut est composé des bâtiments suivants :

Bâtiments A, A extension, B, E et F : ERP de type R de 3° catégorie

- Bâtiment A : RdC 1 167 m² (bureaux)
- Bâtiment A extension : RdC 1 538 m² (CDI, amphi et salles de classe)
- Bâtiment B : RdC 3 026 m² (3 amphithéâtres, salles de classe et bureaux)
- Bâtiment E : 7 niveaux 3 140 m² (salle de classe et bureaux)
- Bâtiment F : RdC + étage partiel 3 141 m² (ateliers et bureaux)

Bâtiments C : ERP de type R de 4° catégorie

- 4 niveaux 4 862 m² (laboratoires et bureaux)

Bâtiment G Fonderie : ERP de type R de 5° catégorie

- 2 niveaux 702 m² (laboratoires et bureaux)

Bâtiment B7 : ERP de type R de 3° catégorie

- 2 niveaux 1 045 m² (salles de classe)

Bâtiment D : (code du travail)

- RdC 398 m² (bureaux)

Bâtiment Foyer : ERP de type N, P, X de 4° catégorie

- 2 niveaux 558 m² (foyer, salle de musculation)

Bâtiment Hall projets : ERP de type R de 5° catégorie

- 2 niveaux 248 m² (ateliers, salles de projets)

Bâtiment I (Iteem) : ERP de type R de 4° catégorie

- 2 niveaux 853 m² (amphi, salles de classe et bureaux)

Bâtiment J (Iteem) : ERP de type R de 4° catégorie

- 2 niveaux : 550 m² (salles de classe)

Centrale Lille - Cité Scientifique – CS20048 – 59651 Villeneuve d'Ascq Cedex – France - Tél. + 33 (0)3 20 33 53 53
<https://centralelille.fr>

Bâtiment K : (code de travail)

- 2 niveaux 169 m² (laboratoires et bureaux)

Bâtiments IG2I à Lens : ERP de type R de 3^e catégorie

- 5 niveaux 2 779 m² (salles de classe et bureaux)

Bâtiment C7A (ENSCL) : ERP de type R de 3^e catégorie

- 4 niveaux 4 990 m² (salles de classe, laboratoires et bureaux)

Bâtiment C7B (ENSCL) : ERP de type R 3^e catégorie

- 3 niveaux + 1 étage technique 3 675 m² (amphi, salles de classe et bureaux)

Bâtiment C12 et C12 bis (ENSCL) : (code du travail)

- 1 niveau 167 m²

Bâtiment M6 : ERP de type R de 5^e catégorie :

- 2 niveaux 1660 m²

Locaux associatifs à la Résidence Léonard de Vinci : 370 m²

Article 3. LES OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance de l'ensemble des équipements et des installations de Centrale Lille, ainsi que des contraintes inhérentes. Il ne pourra invoquer, au cours de l'exécution du marché, sa méconnaissance de telle ou telle caractéristique pour réclamer des suppléments au moment de l'intervention.

Les vérificateurs et/ou les laboratoires désignés par le titulaire devront être habilités pour effectuer les missions.

Les contrôleurs se conformeront au règlement intérieur de l'établissement, et en particulier aux conditions d'accès dans les zones protégées contre les actes de malveillance, dans les zones présentant des risques particuliers pour les vérifications attenantes au process de recherche (compresseurs/sorbonnes...) et dans les zones à régime restrictif (ZRR).

Le titulaire doit être en possession de l'ensemble des agréments et des accréditations dans les domaines de contrôles et vérifications décrits dans le présent CCTP. Le titulaire devra pouvoir justifier auprès de Centrale Lille,

- que tous ses intervenants ont reçu une formation adéquate en vue d'assurer les contrôles des installations et possèdent les qualifications et habilitations requises par la réglementation en vigueur ;
- que tous ses équipements utilisés pour assurer les contrôles des installations aient été vérifiés et/ou étalonnés.

Dans le cas d'un renouvellement de ses agréments et/ou de ses accréditations en cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu de remettre à Centrale Lille la preuve de ce renouvellement.

Le titulaire devra également s'assurer que les intervenants disposent des habilitations électriques nécessaires à la réalisation des opérations de contrôle.

Le titulaire s'engage à fournir tous moyens tant en personnel qu'en matériel (échelle, plateforme, perche...) afin d'assurer l'ensemble des contrôles dans les meilleures conditions de sécurité.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations dans le respect des normes, textes techniques, législatifs et réglementaires en vigueur au jour du contrôle ainsi que dans les règles de l'art de la profession. Il assure un rôle de conseil auprès des interlocuteurs de Centrale Lille ; il lui appartient d'avertir sur l'évolution de la réglementation (nouvelle périodicité...), des normes et des méthodes. Il a également un devoir d'alerte vis-à-vis de Centrale Lille.

Sans application de prix particuliers, le titulaire est tenu d'assister aux réunions ou visites sollicitées par Centrale Lille (réunion de concertation de planification annuelle, réunion sur l'évolution de la législation etc. Liste non exhaustive).

Article 4. DEFINITION GENERALE DU BESOIN

4.1 Accompagnement et prévention

Les opérations se dérouleront dans des locaux occupés décrits à l'article 2 du présent CCTP. Les inspecteurs et contrôleurs seront accompagnés par du personnel de Centrale Lille connaissant les locaux et les installations. Ils prendront toutes les dispositions utiles afin d'assurer la sécurité et la protection des personnes. Un plan de prévention sera préalablement établi entre les deux parties.

4.2 Ajout ou suppression de locaux et d'équipements

Le contrat pourra être modifié par la voie d'un avenant en cas d'ajout ou de suppression de prestation ou matériel à contrôler, dans le respect du code de la commande publique et de seuils européens de procédure et de publicité.

4.3 Assistance

Dans le cas où Centrale Lille procéderait à des travaux, que la commission de sécurité émettrait des prescriptions, dans le cas de manifestation exceptionnelle ou si Centrale Lille Institut avait des doutes quant à la sécurité des biens et des personnes, il pourra être demandé à la société titulaire d'intervenir et de se prononcer quant à la conformité des installations ou des équipements et, le cas échéant, de proposer la solution appropriée. Ceci fera l'objet d'une facturation séparée, hors marché public. Néanmoins, Centrale Lille n'est pas engagée pour les prestations ponctuelles supplémentaires.

Dans son offre, le candidat donnera le délai pour l'intervention et le coût horaire dans le BPU.

4.4 Cadre et Conformité réglementaire

Les prestations de vérifications techniques réglementaires seront réalisées conformément aux dispositions du **Code du travail**, et notamment aux articles **R.4323-23 à R.4323-27** relatifs aux vérifications des équipements de travail, ainsi qu'aux articles **D.4711-2 et D.4711-3** définissant les modalités de réalisation des vérifications réglementaires et les compétences requises des intervenants. Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des obligations légales et réglementaires applicables en matière de santé et de sécurité au travail, telles que définies par le Code du travail dans sa version en vigueur, y compris les dispositions relatives aux obligations générales de prévention et de maintien en conformité des équipements.

Cette liste n'est pas exhaustive il appartient au titulaire de la compléter et de s'informer de l'évolution de la réglementation et d'en informer Centrale Lille dans les meilleurs délais.

Cette liste est donnée à titre indicatif, il appartient aux contrôleurs de signaler les manquements et les mises à jour nécessaires :

Article 5. DEFINITION PRECISE DES BESOINS

5.1 Vérification périodique annuelle des installations électriques

La vérification annuelle des installations électriques vise à s'assurer de leur maintien en état de conformité par référence aux dispositions techniques du règlement de sécurité applicables aux établissements recevant du public (ERP), suivant prescriptions du code de la construction, des normes, des décrets et des textes d'application.

Dont, la liste n'est pas exhaustive :

Pour le code du travail :

- Décret n° 88-1056 du 14/11/88 et textes d'application relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- Code de la construction et de l'habitation art. R143-1 et suivants ;
- Circulaire du 06/02/1989 relative à l'application du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs contre les risques électriques ;
- Arrêté du 10/10/2000 relatif à la périodicité, à l'objet et à l'étendue des vérifications des installations électriques ;
- Code du travail article R4226-16 à R4226-19.

Pour les établissements recevant du public (ERP) :

Règlements de sécurité pour les ERP en vigueur applicables à l'établissement (installations électriques et d'éclairage)

- Arrêté du 25/06/1980 modifié, arrêté portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Arrêté du 22/06/1990 modifié, arrêté portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;
- Article EL 19 relatif aux vérifications et entretien des installations électriques dans les établissements recevant du public, EC 15 relatif à l'éclairage de sécurité du règlement de sécurité incendie ;
- Article PE 4 relatif aux établissements recevant du public de 5^e catégorie sécurité du règlement de sécurité incendie.

Cette vérification concerne également les modifications d'installation.

Définition de la prestation :

La prestation comporte la vérification de l'intégralité des installations de Centrale Lille et la production de rapports. Les rapports seront fournis au maximum sous quinzaine après la date du contrôle **(1 rapport par ERP)**, ceux-ci seront traités en deux parties : la première partie traitera de la protection des travailleurs et la deuxième partie traitera du règlement de sécurité concernant les établissements recevant du public. Cette vérification aura lieu impérativement chaque année **les trois premières semaines de juillet**.

L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

La vérification portera sur les points suivants :

- Examen des conditions générales d'installation
- Adaptation du matériel aux conditions d'influences externes

- Fixation et état mécanique du matériel
- Isolement des installations basse tension
- Identification des circuits, appareils et conducteurs
- Sectionnement et coupure d'urgence
- Canalisations électriques apparentes et enterrées
- TGBT
- Examen des conditions de protection contre les risques de contact direct
 - o Protection par éloignement, par obstacle, par isolation
 - o Culots, douilles, prises de courant, prolongateurs et connecteurs
 - o Lignes de contact
 - o Prescriptions spécifiques aux locaux à risques particuliers
- Examen des conditions de protection contre les risques de contact indirect
 - o Prises de terre
 - o Mises à la terre, liaisons équipotentielle et conducteurs de protection
 - o Dispositif différentiels résiduels, dispositif de coupure à maximum de courant, dispositions relatives à la séparation des circuits, à l'emploi de matériel de classe II
- L'examen des conditions de protection contre les risques d'incendie, d'explosion et de brûlure
 - o Échauffements anormaux
 - o Protection contre les surcharges et les courts circuits
 - o Pouvoir de coupure
 - o Appareillage de sectionnement et de commande
 - o Prescriptions aux locaux à risques particuliers
- L'éclairage de sécurité

Cette liste n'est pas exhaustive et le candidat veillera à y ajouter tout ce qui pourrait être nécessaire ou que la réglementation en vigueur imposerait.

La vérification quadriennale des installations électriques se déroulera en juillet 2026.

Les rapports des visites et leur contenu sont décrits au paragraphe 4.3.1

5.2 Vérification périodique du matériel de levage

Le titulaire devra effectuer les rapports de vérifications des installations de levages définis par l'arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, et devra établir un compte rendu provisoire rédigé aux fins de contrôle mentionnant tous les points représentant un danger grave pour les utilisateurs.

La vérification comportera les épreuves ou essais du matériel de levage.

L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification conformément à l'article 4, paragraphe 4.1.

La liste des équipements est la suivante :

Bâtiment F :	2 ponts roulants
	1 poutre roulante
	1 aimant
	1 chariot élévateur à conducteur accompagné (vérification semestrielle aux mois de mars et octobre)
	1 chariot élévateur à conducteur porté (vérification semestrielle aux mois de mars et octobre)
	1 chèvre de 1 000kg (vérification semestrielle aux mois de mars et octobre)
	4 tables élévatrices (fabrication mécanique et génie civil)

Bâtiment G :	1 pont roulant
Bâtiment C :	1 table élévatrice
	1 grue d'atelier 500 kg (vérification semestrielle aux mois de mars et octobre)
Bâtiment M6 :	1 table élévatrice et un manipulateur mobile de vitrage type gerbeur manuel
Bâtiment IG2I (Lens) :	1 table élévatrice
Bâtiment C7a :	1 table élévatrice

La vérification annuelle se déroulera au mois de mars et sur rendez-vous.

Les rapports des visites et leur contenu sont décrits au paragraphe 4.3.1

5.3 Vérification annuelle des ascenseurs

Cette vérification concernera le bon état du matériel, le contrôle et les essais de fonctionnement des appareils et de leur dispositif de sécurité conformément aux règlements de sécurité applicables.

Cette vérification sera annuelle. Un essai du parachute et du limiteur de vitesse devra avoir lieu annuellement. Pour ce faire, le bureau de contrôle prendra rendez-vous suffisamment tôt pour que le titulaire du contrat de maintenance soit présent. Ces contrôles donneront lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF (**1 rapport par appareil**). Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle.

L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

Cette vérification se déroulera en novembre et sur rendez-vous.

Réglementation applicable (liste non exhaustive): Code du travail article R4224-17, R 4323-23, Arrêté du 29/12/10 relatif aux vérifications des installations et équipements de travail et Arrêté du 07/08/12 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de protection contre l'incendie dans les établissements recevant des travailleurs. Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP article AS 9 et Arrêté du 25/06/80 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

La liste des ascenseurs est la suivante :

Bâtiment E :	1 ascenseur de 7 niveaux
Bâtiment C :	1 ascenseur de 4 niveaux
Bâtiment I :	1 ascenseur de 2 niveaux
Bâtiment J :	1 ascenseur de de 2 niveaux
IG2I (LENS) :	1 ascenseur de 5 niveaux
C7A :	1 ascenseur de 4 niveaux
C7B :	1 ascenseur de 3 niveaux

Les rapports des visites et leur contenu sont décrits ci-après au paragraphe 4.3.1

5.4 Vérification quinquennale des ascenseurs

Le contrôle technique quinquennal devra être effectué :

- **En mars 2026** pour l'ascenseur du bâtiment J,
- **En mars 2028** pour les ascenseurs des bâtiments C7A et C7B

- **En mars 2029** pour les bâtiments E, C, I et IG2i conformément à la loi du 2 juillet 2013 relative à la sécurité et à la protection des personnes dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, du décret du 9 septembre 2004 relatif à la sécurité des personnes, à la protection contre l'incendie et à la prévention des risques dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, du code de la construction et de l'habitation article R.134-11 (dispositions relatives aux contrôles techniques et aux vérifications des installations de sécurité dans les bâtiments) et Arrêté du 07/08/12 modifié relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de protection contre l'incendie.

Le contrôle concernera les sept ascenseurs de l'établissement. Pour ce faire, le bureau de contrôle prendra rendez-vous suffisamment tôt pour que le titulaire du contrat de maintenance soit présent. Ces contrôles donneront lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF (1 rapport par appareil). Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

5.5 Vérification triennale des systèmes de sécurité incendie

La vérification technique des installations de détection incendie consiste notamment à :

- Contrôler l'ensemble des points de détection de l'alarme incendie
- Contrôler les alimentations, les dispositifs sonores, les dispositifs de transmission
- Effectuer les essais de fonctionnement de chaque élément et de l'ensemble de l'installation mesures et réglages éventuels
- Consignation de la visite sur une fiche de contrôle dont un exemplaire remis à l'établissement

Cette vérification portera sur le contrôle périodique triennal des systèmes de sécurité incendie prévu par le règlement de sécurité des ERP article MS73.

Essais de fonctionnement

Réalisation d'essais de fonctionnement à raison d'un équipement par zone de :

- Détection
- Désenfumage
- Compartimentage
- Alarme

Par équipement, il faut entendre par exemple (liste non exhaustive) :

- Tête de détection, déclencheur manuel,
- Diffuseur sonore,
- Dispositif de déverrouillage des issues de secours,
- Porte, clapet, rideau
- Exutoire ou ouvrant de désenfumage, volet de désenfumage,
- Coffret de relayage
- Commande d'extinction automatique

Tout le matériel repris ci-dessous est concerné par cette vérification.

Bâtiments A, B, E et F : 1 centrale adressable 16 zones catégorie A type 1, 1 CMSI, 34 détecteurs ioniques, 51 BG, 24 BAAS, 32 flashes, 20 portes asservies et 3 BG vert

Bâtiment IG2I : 1 centrale catégorie A type 1, 1CMSI, 12 BG, 10 Sirènes, 12 flashes, 17 portes coupe feux et 20 volets de désenfumage et 2 moteurs de désenfumage

Bât C7 A et B, C12: 1 centrale de catégorie A type 1, 188 détecteurs optique, 5 détecteurs thermostatiques ou thermo vélocimétriques, 12 détecteurs multicritères, 4 détecteurs optiques de flamme, 6 détecteurs optiques de fumée conventionnels, 4 détecteurs de flamme conventionnels, 27 déclencheurs manuels étanches adressable, 29 diffuseurs sonores non autonomes, 1 diffuseur sonore non autonome étanche, classe C, 4 combinés diffuseurs sonores non autonomes + flash, classe B, 56 diffuseurs ponctuels de lumière couleur rouge, 24 blocs portes DAS coupe-feu avec ventouses.

Cette vérification devra avoir lieu :

- **Pendant les vacances scolaires** (d'après le calendrier défini par l'arrêté ministériel correspondant **d'avril 2026 et avril 2029**, pour les bâtiments IG2 i et A, B, E et F (les autres bâtiments n'étant pas soumis à cette vérification)
- Pour les bâtiments C7A et C7B **pendant les vacances scolaires d'avril 2027** avec la société de maintenance des SSI et CMSI.

Les rapports des visites et leur contenu sont décrits ci-après à l'article 4.3.1.

Le titulaire fournira en plus de la version numérique du rapport, une version papier et PDF pour chaque ERP et procédera à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur le matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle.

5.6 Vérification annuelle des installations d'aération et d'assainissement

Cette vérification annuelle des installations d'aération, d'extraction et de ventilation vise à s'assurer du maintien en état par rapport à l'arrêté du 8 octobre 1987 relatif aux règles d'aération et d'assainissement des locaux de travail et aux dispositions du code du travail (article R4222-6 à R4222-17 et R4222-20 à R4222-21). Le contrôle des sorbonnes se fera par rapport aux normes et décrets en vigueur.

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF (**1 rapport par ERP**) et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle.

L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

La liste des équipements à vérifier est décrite ci-dessous :

BATIMENT C	ETAGE	SALLE	QUANTITE
REALCAT	RdC	C012	1 sorbonne + 15 points d'aspirations + 3 armoires de stockage
REALCAT	RdC	C010	1 hotte à flux lumineux
REALCAT	RdC	C019	1 sorbonne
CHIMIE	RdC	C007	3 grilles ventilées

CHIMIE	RdC	C006	3 grilles ventilées + 2 aspirations + 1 boîte à gants
CHIMIE	RdC	C005	3 grilles ventilées
CHIMIE	RdC	C004	1 sorbonne + 3 grilles ventilées + 2 bras d'aspirations + 1 armoire de stockage
CHIMIE	RdC	C002	1 armoire de stockage
CHIMIE	1 ^{er} étage	C101	2 sorbonnes + 2 grilles ventilées
CHIMIE	1 ^{er} étage	C102	1 armoire gaz + 3 aspirations

UPCAT	3 ^{ème} étage	C-301	1 point d'aspiration + VMC
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-302	1 boa, 2 grilles ventilées et 1 point d'aspiration en attente.
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-304	1 boa
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-305 - 303	3 boas
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-306	2 sorbonnes, 2 armoires de stockages, 7 boas
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-307	1 boa + VMC
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-308	2 boas, VMC, 1 armoire à gaz, 3 points d'aspirations
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-309	1 boa, VMC
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-310	1 boa ; 3 grilles ventilées ; VMC
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-311	2 sorbonnes, VMC
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-312a	2 armoires gaz ; 4 grilles ventilées ; VMC.
UPCAT	3 ^{ème} étage	C-312b	3 boas ; VMC

BATIMENT F	ETAGE	SALLE	QUANTITE
GENIE CIVIL	RdC	F64	1 sorbonne

ATELIER	RdC		1 aspiration pour la découpe plasma
ATELIER	RdC		3 aspirations pour les cabines de soudure
ATELIER	RdC		1 bras d'aspiration soudure
BME	1 ^{er} étage		1 hotte à flux lumineuse 1 Poste de sécurité Microbiologique (PSM)

BATIMENT G (FONDERIE)	ETAGE	SALLE	QUANTITE
	RdC	0/05	1 sorbonne + 2 armoires de stockage
	1 ^{er} étage	Mezzanine	1 sorbonne +1 aspiration pour la galvanisation en
	RdC	Hall fonderie	1 aspiration pour le four à induction
	RdC	0/02	2 bras d'aspiration dans la salle des fours

Bâtiment C7A :

SERVICES TECHNIQUES	ETAGE	SALLE	QUANTITE
Atelier plomberie	Sous-sol	925	1 boa d'aspiration
Atelier verre	Sous-sol	918	2 hottes

LABORATOIRE	ETAGE	SALLE	QUANTITE
UCCS-CCM	Sous-sol	911	2 sorbonnes
UCCS-CCM	Sous-sol	911	5 sorbonnes
UCCS-CCM	1 ^{er} étage	109	5 sorbonnes + 1 hotte
UCCS-CCM	1 ^{er} étage	111	4 sorbonnes + 1 hotte
UCCS-CCM	1 ^{er} étage	101	5 sorbonnes + 1 hotte

LABORATOIRE	ETAGE	SALLE	QUANTITE
-------------	-------	-------	----------

UMET	Sous-sol	901	1 hotte
UMET	RDC	1	5 hottes, 1 boa
UMET	RDC	3	1 boa
UMET	RDC	11	3 sorbonnes
UMET	RDC	13	1 sorbonne

UMET	RDC	15	2 boas
UMET	RDC	17	1 hotte ou 1 boa
UMET	RDC	19	2 sorbonnes
UMET	RDC	27	2 boas
UMET	1 ^{er} étage	113	2 sorbonnes
UMET	1 ^{er} étage	115	1 sorbonne, 1 hotte

LABORATOIRE	ETAGE	SALLE	QUANTITE
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	205	1 sorbonne
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	211	1 sorbonne
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	219	2 sorbonnes
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	223	1 sorbonne
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	227	1 système d'extraction
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	229	4 sorbonnes, 1 boa
UCCS-CS	2 ^{ème} étage	239	3 sorbonnes

Bâtiment C7B :

TP	ETAGE	SALLE	QUANTITE
TP	RDC	55	1 sorbonne
TP	RDC	61	2 sorbonnes
TP	RDC	65	2 sorbonnes

TP	RDC	72	1 sorbonne
TP	RDC	74	10 sorbonnes
TP	1 ^{er} étage	153	4 sorbonnes
TP	1 ^{er} étage	155	1 sorbonne
TP	1 ^{er} étage	157	2 sorbonnes
TP	1 ^{er} étage	160	2 sorbonnes
TP	1 ^{er} étage	162	1 hotte ou 1 boa (aspiration sortie appareil)
TP	1 ^{er} étage	168	8 sorbonnes

Bâtiment C12 :

PLATEFORME	ETAGE	SALLE	QUANTITE
FIRERESIST	RDC	4	3 hottes
FIRERESIST	RDC	5	2 hottes

5.6.1 Centrale de traitement d'air (CTA)

La prestation a pour objet la vérification des CTA :

BATIMENT	QUANTITE DE CTA
Bâtiment A extension	1
Bâtiment B	3
Bâtiment C	1
Bâtiment C7B	3

5.6.2 Ventilation Mécanique Contrôlée (VMC)

La prestation a pour objet la vérification des VMC :

BATIMENT	QUANTITE DE BOUCHES DE VMC
Bâtiment A	4
Bâtiment A – extension	6

Bâtiment B	5
Bâtiment C	20
Bâtiment G	4
Bâtiment D	3
Bâtiment B7	20
Bâtiment C12 Bis	12
Bâtiment C7A	8
Bâtiment C7B	24
Bâtiment M6	10
Bâtiment IG2I Lens	56
Bâtiment K	5
Bâtiment Foyer	1
Bâtiment I	4
Bâtiment J	11
Bâtiment F	4

Nombre total des installations à vérifier :

TYPE D'ASPIRATION	QUANTITE
HOTTE	15
HOTTE A FLUX LUMINAIRE	2
SORBONNE	78
BOA D'ASPIRATION + ASPIRATION	35
ARMOIRE DE STOCKAGE VENTILEE	11
GRILLES VENTILEES	13
CTA	8
VMC	197

Ces vérifications auront lieu impérativement pendant **les vacances scolaires au mois de juillet** et sur rendez-vous. Concernant les hottes et luminaires, les vérifications seront réalisées semestriellement, au mois de juillet et au mois de décembre.

La norme applicable pour le contrôle des sorbonnes est la norme NF EN 14175.

Les rapports des visites et leur contenu sont décrits ci-après au paragraphe 4.3.1

5.7 Vérification trimestrielle d'équipements de travail

Cette **vérification trimestrielle** des machines dangereuses sera réalisée conformément au Code du travail, elle comprendra entre autres un contrôle des sécurités mécaniques et électriques

- Décret N° 93-41 du 11 janvier 1993 relatif aux vérifications périodiques de certains équipements de travail et moyens de protection - article R4323-23-22 à R4323-28 du code du travail (dispositions relatives aux vérifications générales périodiques des équipements de travail), R4721-11 et L 4711-1 à 5 (dispositions relatives aux contrôles et vérifications réalisés par les organismes compétents), Arrêté du 21/12/04 relatif aux vérifications des équipements de travail et des moyens de protection ;
- Arrêté du 5 mars 1993 fixant les modalités de vérification des appareils et accessoires de levage ;
- Arrêté du 24 juin 1993 relatif aux vérifications des équipements de travail servant au levage de charges.

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4 paragraphe 4.3.1. Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

La liste des équipements à vérifier est la suivante :

- Bâtiment C7A : 1 massicot
- Bâtiment B : 1 massicot et 2 échafaudages
- Bâtiment F : 1 cisaille guillotine, 1 presse plieuse

Cette vérification aura lieu chaque année en mars, juin, septembre et décembre et sur rendez-vous.

5.8 Vérification semestrielle de portes et portails automatiques et de barrière levante

La réglementation applicable concernant les portails automatiques et les barrières levantes est la suivante :

- Code du travail : article R4224-12 à R4224-13 (dispositions relatives aux dégagements, issues de secours et voies d'évacuation dans les lieux de travail)
- Arrêté du 21/12/93 relatif aux conditions d'évacuation, aux dégagements et aux issues de secours dans les lieux de travail.

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur le matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

La liste des portes, des portails et barrières est la suivante :

SITE / LOCALISATION	TYPE D'EQUIPEMENT	QUANTITE
Parking Bâtiment A	Barrière levante	1
Parking IG2I à Lens	Barrière levante	1
Parking Atelier	Portail coulissant	1
Parking Cour	Portail coulissant	1
Parking ITEEM	Portail coulissant	1
Parking Bâtiment B7	Portail coulissant	1
Parking Bâtiment D	Portail coulissant	1
Parking C7	Barrière levante	2
Entrée C7B	Double porte coulissante automatique	1
Bâtiment F	Porte sectionnelle motorisée	2

Bâtiment G	Porte sectionnelle motorisée	1
Bâtiment M6	Porte sectionnelle motorisée	1

Ces vérifications se dérouleront en mars et en septembre et sur rendez-vous.

5.9 Vérification annuelle des points d'ancrage et des lignes de vie

La prestation a pour objet la vérification en toiture des points d'ancrage et des lignes de vie destinés à recevoir des protections individuelles contre les chutes de hauteur. L'entreprise prévoira dans son offre les moyens d'accès aux lignes de vie et potelets en toute sécurité, si nécessaire avec une nacelle. L'entreprise précisera dans son offre le matériel qu'elle utilisera pour y accéder.

La prestation a pour objet la vérification de installations suivantes :

BATIMENT	LIGNES DE VIE / POINTS D'ENCRAGE
Bâtiment F	2 lignes de vie et 48 points d'ancrage
Bâtiment B	20 points d'ancrage
Bâtiment C	1 ligne de vie et garde-corps périphérique
Bâtiment G	1 ligne de vie
Bâtiment I	1 ligne de vie
Bâtiment J	1 ligne de vie
Bâtiment A extension	1 ligne de vie
Bâtiment B7	1 ligne de vie
Bâtiment C7A	Garde-corps périphérique

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport papier et PDF et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle du matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification conformément à l'article 4.1.

Cette vérification se déroulera durant le mois de juin et sur rendez-vous.

5.10 Vérification annuelle des installations de gaz dans un ERP

Selon l'article R4216-16 à R4216-20 du code du travail (dispositions relatives aux installations de chauffage, de production d'eau chaude et de climatisation dans les lieux de travail), à l'article 123-43 du code de la construction (dispositions relatives aux installations de chauffage, de ventilation et de climatisation dans les établissements recevant du public), de l'article GE6-GE8 du règlement de sécurité (dispositions générales applicables aux installations techniques – exploitation, entretien et vérifications), et des articles CH58 GZ 29 et GZ30 du règlement du 25 juin 1980 (dispositions relatives aux installations de chauffage (CH) et aux installations utilisant des gaz combustibles et hydrocarbures liquéfiés (GZ)) modifié par arrêté du 23 janvier 2004 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Cette vérification annuelle visera à s'assurer de l'étanchéité des réseaux, du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et des organes de coupure et du bon état du matériel.

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport papier et PDF (**1 rapport par ERP**) et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Les rapports seront fournis

sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification. Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs

La prestation a pour objet la vérification de installations suivantes :

Bâtiment G Fonderie :	1 alimentation du chauffe poche 1 chaudière
Bâtiment B7 :	2 chaudières
Bâtiment Iteem I :	1 chaudière
Bâtiment Iteem J :	1 chaudière (mise en service en 2022)
Bâtiment K :	1 chaudière
Bâtiment IG2I :	2 chaudières
Bâtiment C :	1 distribution de gaz de laboratoire (HYDROGENE 100 bar et 10 bars, Co 100 bar, ARGON 10 bars, AZOTE 100 bars et 10 bars, HELIUM 100 bars et 10 bars) La distribution de gaz démarre d'un local extérieur et dessert les labos C004, C005, C006, C007, C010 et C012, C-301, C-302, C-304, C-305-303, C-307, 308, 309, C-310, C-312a, C-312b (la vérification des installations et des canalisations se fera du local extérieur de distribution jusqu'aux armoires ventilées dans les laboratoires).
Bâtiment F et Fonderie :	1 distribution de gaz de laboratoire (ARCAL1 - ATAL5 – OXYGEN – ACETYLENE – ARGON/METHANE – HELIUM – ARGON – AZOTE – AZOTE SMARTOP – NOXAL 6 – AZOTE RH5) (la vérification des installations et des canalisations se fera du local extérieur de distribution jusqu'à destination dans les laboratoires et ateliers).
Bâtiment C7A :	18 centrales de distribution de gaz de laboratoire (AZOTE, AIR, ARGON, HELIUM, OXYGENE, PROPANE, METHANE, Mélange OXYDE DE CARBONE (50%) / HYDROGENE (50%), OXYDE de CARBONE, HYDROGENE) La distribution de gaz démarre d'un local extérieur et dessert les salles C7a-901, C7a-918, C7a-001, C7a-003, C7a-011, C7a-015, C7a-017, C7a-019, C7a-025, C7a-029, C7a-109, C7a-111, C7a-115, C7a-207, C7a-219, C7a-221, C7a-227, C7a-229 (la vérification des installations et des canalisations se fera du local extérieur de distribution jusqu'à destination dans les laboratoires).
Bâtiment C7B :	3 centrales de distribution de gaz de laboratoire (AZOTE, AIR, HELIUM) La distribution de gaz démarre d'un local extérieur et dessert les salles C7b-053, C7b-055, C7b-059, C7b-063, C7b-074 (la vérification des installations et des canalisations se fera du local extérieur de distribution jusqu'à destination dans les laboratoires)

Bâtiment C12: 5 centrales de distribution de gaz de laboratoire (PROPANE, METHANE, OXYGENE, HYDROGENE, AZOTE)
La distribution de gaz démarre de l'extérieur du local et dessert les salles C12-004 et C12-005 (la vérification des installations et des canalisations se fera du local extérieur de distribution jusqu'à destination dans les laboratoires).

Cette vérification se déroulera pendant les vacances scolaires de toussaint et sur rendez-vous.

5.11 Vérification annuelle des équipements sous pression de gaz (compresseur)

La prestation a pour objet la vérification de cinq compresseurs :

Bâtiment C : 1000L / PS 10,7 bars / 2004

Bâtiment F : 900L / PS 11bars / 2017

Bâtiment C7A : 500 L / 11bars / 2019

Bâtiment M6 : 2000 L / PS 10.7 bars / 2009

Bâtiment C12 : 500L / PS 10 bars / 2021

un réservoir de 500 L BAT F / PS 11 bars / 2016

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport papier et PDF (**1 rapport par ERP**) et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

Cette vérification sera effectuée selon :

- Le décret n° 2016-1925 du 28 décembre 2016 relatif aux équipements sous pression et aux ensembles, pris pour l'application de la directive 2014/68/UE ;
- L'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif à l'exploitation des équipements sous pression et des ensembles ;
- La directive européenne DESP 2014/68/UE relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché des équipements sous pression (DESP) ;
- Le code de l'environnement article R557-14-1 à R-557-14-8 (dispositions relatives à l'exploitation, au contrôle et à la surveillance des équipements sous pression).

Ces vérifications se dérouleront au mois de septembre et sur rendez-vous.

5.12 Vérification quadriennale des compresseurs

Le contrôle technique quadriennal devra être effectué **en septembre 2029** pour les cinq compresseurs cités au point 5.14.

Pour ce faire, le bureau de contrôle prendra rendez-vous suffisamment tôt pour que le titulaire du contrat de maintenance soit présent.

La vérification réglementaire quadriennale des compresseurs a pour objet de s'assurer de la conformité des équipements sous pression aux dispositions du Code du travail, du Code de l'environnement ainsi qu'aux textes réglementaires en vigueur applicables aux équipements sous pression. Elle vise à garantir le maintien en état de conformité, la sécurité de fonctionnement et la prévention des risques liés à l'exploitation de ces équipements.

La prestation comprend notamment la vérification de l'état général des compresseurs, des accessoires sous pression et des dispositifs de sécurité, l'examen des organes de protection, ainsi que le contrôle de la signalétique,

du marquage réglementaire et des conditions d'installation et d'exploitation. Le titulaire devra également vérifier la présence, la conformité et la mise à jour des documents réglementaires associés aux équipements.

Ces contrôles donneront lieu à la production d'un rapport en version papier et PDF (1 rapport par appareil). Dans le rapport, le contrôleur spécifiera si le matériel peut être laissé en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

5.13 Requalification décennale des équipements sous pression

La présente prestation concerne la requalification périodique décennale des équipements sous pression de gaz. La requalification décennale a pour objet de s'assurer que ces équipements sous pression peuvent être maintenus en service en toute sécurité au-delà de la période de dix ans d'exploitation. Elle vise à vérifier le maintien de leur intégrité mécanique, leur conformité réglementaire et leur aptitude au service.

Les équipements sont les suivants, avec comme échéances celles indiquées ci-dessous :

- **Compresseur du bâtiment F** : requalification décennale à réaliser en 2027,
- **Compresseur du bâtiment C7A** : requalification décennale à réaliser en 2029,
- **Compresseur du bâtiment M6** : requalification décennale à réaliser en 2029.

La prestation comprend notamment :

- L'examen approfondi de l'état général des équipements sous pression,
- La vérification de la conformité réglementaire et du marquage,
- La réalisation des opérations de contrôle prévues par la réglementation applicable, incluant, le cas échéant :
 - o Une inspection interne,
 - o Une épreuve hydraulique ou tout autre essai réglementaire équivalent,
 - o Le contrôle des dispositifs de sécurité et des accessoires sous pression,
 - o La vérification des conditions d'installation et d'exploitation,
 - o L'examen de la documentation réglementaire associée aux équipements (dossier constructeur, rapports antérieurs, registre de sécurité).

Ces opérations seront réalisées conformément aux dispositions du Code de l'environnement et aux textes réglementaires en vigueur applicables aux équipements sous pression.

La requalification sera effectuée en coordination avec le titulaire du contrat de maintenance, lequel devra être présent lors des opérations nécessitant la mise hors service, la consignation, la dépressurisation ou le démontage des équipements.

À l'issue de la requalification, il sera procédé :

- À la remise en service des équipements lorsque les résultats sont conformes,
- À la pose d'une étiquette de requalification mentionnant la date de validité,
- À la signature du registre de sécurité.

Chaque requalification donnera lieu à la production d'un rapport papier PDF individuel (un rapport par appareil) précisant si l'équipement peut être maintenu en fonctionnement sans risque pour les utilisateurs.

Les rapports devront être transmis dans un délai maximal de quinze jours suivant la date de la requalification.

5.14 Vérification annuelle des clapets coupe feux

La prestation a pour objet la vérification des équipements clapets coupe-feux suivants :

BATIMENT	QUANTITE DE CLAPETS
Bâtiment B7	1
Bâtiment C	5
Bâtiment A	2
Bâtiment C7A	2
Bâtiment C7B	12

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport papier et PDF (**1 rapport par ERP**) et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4 paragraphe 4.3.1. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification.

Cette vérification se déroulera au mois d'avril.

5.15 Vérification annuelle des centrifugeuses

La prestation a pour objet la vérification de installations suivantes :

Bâtiment C : 2 centrifugeuses (salles C-O19 et C-303-305)

Marque	Modèle	Rotor	Poids rotor + godets (Kg)	Capacité de la cuve (L) (x X xml)	Vitesse de rotation max. (tr/mn)	Diamètre de la cuve (m)
MIC VAC	QUC-23050-B00	QRC-50CCT-036	4,4		1465	0,3
Thermo Scientific	Serval Lynx 6000	F9-6X1000LEX	63	6 L (6 X 1000 ml)	29000-(9000 avec ce rotor)	0,43

Bât C7B : 2 centrifugeuses (salles C7b-065, C7b-153)

Marque	Modèle	Rotor	Poids rotor + godets (Kg)	Capacité de la cuve (L) (x X xml)	Vitesse de rotation max. (tr/mn)	Diamètre de la cuve (m)
Thermo Scientific	Sorvall ST 16	TX400	4,1	1,6	5000	0,36
Eppendorf	Centrifuge 5702	A-4-38	2	0,4	4400	0,3

Bat C7a : 1 centrifugeuse (salle C7a 229)

Marque	Modèle	Rotor	Poids rotor + godets (Kg)	Capacité de la cuve (L) (x X xml)	Vitesse de rotation max. (tr/mn)	Diamètre de la cuve (m)
Thermofisher scientific	SL1 Plus-MD	TX-400	1.6	16*50 m	15200	0,35

Cette vérification sera effectuée selon les dispositions suivantes :

- Code du Travail article R. 4323-23 à 28 (dispositions relatives aux vérifications générales périodiques des équipements de travail), R 4721-11 (dispositions relatives aux contrôles et vérifications effectués par des organismes compétents)
- Arrêté du 05/03/93 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage, Arrêté du 24/06/93 relatif aux vérifications des équipements de travail servant au levage de charges.

Cette vérification donnera lieu à la production d'un rapport papier et PDF (**1 rapport par ERP**) et à la pose d'une étiquette autocollante de contrôle sur chaque matériel décrit ci-après à l'article 4.3.1. Les rapports seront fournis sous quinzaine après la date du contrôle. L'entreprise signera le registre de sécurité à chaque vérification

Cette vérification se déroulera pendant les vacances scolaires de juillet (hors fermeture estivale de l'établissement) et sur rendez-vous.

Article 4. CONDITION D'EXECUTION

4.1 Mode opératoire et suivi des visites

Le mémoire technique des soumissionnaires décrira le mode opératoire utilisé par le titulaire pour effectuer ses vérifications dans le cadre du présent marché.

A la fin de chaque visite, le titulaire remplira les registres de sécurité qui seront tenus à sa disposition ainsi qu'une preuve de son intervention (rapport provisoire, bon d'intervention...)

Il appartient à Centrale Lille de signaler l'existence de certains équipements ou matériels sensibles (par exemple, matériel de laboratoire ou d'expérimentation...) pour lesquels les mesures et essais réalisés conformément au référentiel seraient susceptibles de conduire à des dysfonctionnements, des détériorations, voire des erreurs d'interprétations de la conformité. En l'absence de ces informations, le titulaire ne saurait être tenu pour responsable.

Si le titulaire ne peut pas vérifier une installation ou un équipement par suite d'impossibilité matérielle ou compte tenu de leur dangerosité ou des risques de perturbation du bon fonctionnement de Centrale Lille, il est tenu de le mentionner et de le justifier dans son rapport et d'en informer immédiatement les interlocuteurs dédiés. Une nouvelle programmation de la vérification de ces équipements doit être proposée.

4.2 Planning prévisionnel d'exécution des vérifications périodiques

Les contrôles devront impérativement avoir lieu pendant les périodes données à l'annexe n°1 du présent CCTP. Le planning des visites de contrôle devra être transmis annuellement et au moins un mois avant la date des visites au pôle Maintenance Logistique et Patrimoine par mail à pole.mlp@centralelille.fr qui en accusera réception. Il devra tenir compte des impératifs de fonctionnement de l'établissement (notamment intervention durant les périodes sans étudiants et en dehors des semaines de fermeture de l'établissement). Les objectifs poursuivis par

ces plannings prévisionnels sont principalement pour Centrale Lille de vérifier l'adéquation des passages prévus avec les contraintes calendaires et horaires de Centrale Lille et de prévenir les utilisateurs en amont des passages des contrôleurs. Aussi, le planning doit permettre d'identifier, par semaine, les domaines d'inspections prévus par site et bâtiment. Le planning devra impérativement tenir compte des délais réglementaires de contrôles ainsi que des contraintes calendaires imposées par Centrale.

Le planning sera rendu définitif annuellement avec l'approbation du pôle MLP et de la personne en charge du pilotage du présent marché, Madame Marie DELOOZ.

En cas d'impossibilité de respecter le calendrier établi, le titulaire devra informer la personne en charge du pilotage du marché concerné dans les sept jours ouvrés et proposer un nouveau planning général dans les quinze jours ouvrés.

4.3 Livrables

4.3.1 Rapports de vérification

Les intervenants rendront compte à l'issue de chaque vérification, des vérifications réalisées et des non-conformités constatées à la personne chargée du pilotage. Un compte rendu provisoire devra être rédigé et remis à l'issue de la visite, à chaque fois que des anomalies présentant un caractère d'urgence seront constatées.

Les non conformités doivent être exactement localisées (illustrées par photos explicites en couleur) et accompagnées d'une préconisation claire des modifications à effectuer pour y remédier.

Le titulaire établira un rapport définitif par site, par bâtiment et par domaine technique.

La présentation et le contenu de ces rapports seront conformes aux exigences réglementaires en vigueur lors du contrôle ou des vérifications effectuées. Le titulaire proposera un modèle d'étiquette apposée sur les équipements, notamment sur les équipements de ventilation, suite aux vérifications réalisées. La taille et le visuel de l'étiquette devront permettre d'identifier rapidement la conformité ou la non-conformité des équipements. L'étiquette devra comporter l'identification de l'équipement contrôlé (numéro, type et localisation précise). Elle indiquera clairement le statut de conformité de l'équipement à l'issue de la vérification (conforme, conforme avec réserves ou non conforme).

La date de la vérification ainsi que la date de la prochaine échéance de contrôle devront y figurer. L'étiquette précisera le nom du titulaire ou de l'organisme ayant réalisé le contrôle, ainsi que l'identification du technicien intervenant.

Une référence au rapport de vérification (numéro de rapport ou QR code permettant l'accès au rapport dématérialisé) devra être mentionnée.

Le cas échéant, l'étiquette devra signaler toute restriction d'usage ou mesure conservatoire à appliquer. Un code couleur devra permettre une lecture rapide du niveau de conformité des équipements. L'étiquette devra être lisible, durable, résistante aux conditions d'exploitation et apposée de manière visible sur l'équipement.

Les rapports devront préciser au minimum :

- Le descriptif technique de l'installation ou de l'équipement vérifié ;
- Les textes de référence ;

- Le détail des relevés et analyses ainsi que les variations observées d'une année sur l'autre pendant toute la durée du marché ;
- La méthode de contrôle ;
- Les seuils de tolérance ;
- Le résultat de la vérification et les écarts constatés avec la dernière vérification ;
- Le compte rendu du laboratoire ;
- Les interventions effectuées à son initiative ;
- Les remarques relatives à la maintenance et à la sécurité des équipements et des personnes ;
- Le listing des équipements contrôlés ;
- L'étalonnage des équipements.

Les rapports seront remis sous quinzaine, à la personne en charge du pilotage du marché, après la date d'intervention en :

- Un exemplaire version papier ;
- Un exemplaire PDF sous format informatique.

Le titulaire, sauf danger grave et imminent pour lequel le rapporteur fait remonter immédiatement l'information à Centrale Lille, transmet les rapports en un seul envoi groupé avec le tableau synthétique et récapitulatif indiquant les niveaux de criticité dans quinze jours ouvrés après le dernier jour prévu au planning pour le contrôle effectué. Lors de la détection, par le vérificateur, d'une anomalie, d'un dysfonctionnement, présentant selon son analyse, un danger grave et imminent pour les agents de l'établissement ou pour les prestataires présents sur le site, il devra le formaliser dans un document qu'il proposera dans le cadre de sa réponse, revêtu de la signature du vérificateur et remis le jour même. Avant la réalisation de signalement écrit, le vérificateur doit immédiatement et obligatoirement prendre contact avec la personne chargée du pilotage de la prestation. Le signalement écrit doit être remis en main propre au contact désigné, le jour même.

4.3.2 Logiciel

Le titulaire dispose d'un outil logiciel de suivi des contrôles techniques permettant un suivi centralisé et actualisé. Cet outil présente, par site, par bâtiment et par domaine technique, l'ensemble des contrôles réalisés, avec l'indication du niveau de criticité. Le titulaire met à disposition de Centrale Lille au minimum trois accès utilisateurs à ce logiciel. L'outil permet l'export des données sous format Excel ou équivalent. Le tableau reprendra l'ensemble des observations dans l'ordre du rapport et proposera des possibilités de tri des observations.

Ce tableau précisera à minima les éléments suivants :

- Site concerné ;
- Bâtiment concerné ;
- Date du contrôle ;
- Localisation sur bâtiment par local
- Désignation de l'équipement ou installation ou lieux contrôlés
- Point de contrôle
- Constats, remarques ou observations ;
- Nature du risque lié au constat/ préconisation (s)
- Le cas échéant, l'installation ou l'équipement non vérifié avec le motif de la non-vérification.

Cet outil de suivi des contrôles réglementaires doit indiquer la liste des non-conformités et identifier les travaux à effectuer suite aux contrôles effectués.

Le format de présentation du tableau de synthèse devra être identique pour l'ensemble des domaines techniques contrôlés.

La gravité de l'anomalie sera hiérarchisée et codifiée ainsi :

Niveau de criticité 1 :

Danger grave et imminent – rédaction immédiate d'un pré-rapport par le titulaire, après information écrite auprès de Centrale Lille.

Outre la prescription du danger constaté : le rapport devra préciser :

- Les dispositions à prendre pour sécuriser l'installation ou l'équipement
- Les mesures conservatoires (mise à l'arrêt, consignation, traitement spécifique)

Niveau de criticité 2 :

Anomalie présentant un risque important à traiter – préconisations du titulaire.

Niveau de criticité 3 :

Risque moyen ou faible – décision à prendre par Centrale Lille suite aux propositions d'actions correctrices ou de mesures compensatoires indiquées par le titulaire. La réception du rapport impliquera une discussion entre le titulaire et Centrale Lille.

4.4 Réunions de démarrage et de suivi

Dès la notification du marché, une réunion de démarrage aura lieu avec le titulaire et les interlocuteurs de Centrale Lille afin de définir les modalités pratiques du déroulement du marché.

Il sera établi au cours de cette réunion :

- Les plans de prévention ;
- La validation du planning proposé par le titulaire dans son offre ;
- L'établissement des indicateurs de bonne exécution du marché ;
- La présentation, via le logiciel, d'un tableau de synthèse optimisé intégrant les différents niveaux de criticité ;
- La définition des interlocuteurs internes pour la planification des interventions.

Il est prévu, ensuite, une réunion annuelle a minima permettant la planification annuelle des contrôles ainsi que le suivi de l'évolution de la réglementation par type de contrôles.

Des réunions pourront être programmées au cours d'année selon les besoins de Centrale Lille.

L'interlocuteur désigné par le titulaire est tenu d'assister aux réunions mentionnées ci-dessus ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir d'engager l'organisme de contrôle.

Le titulaire établira un compte-rendu de chacune de ces réunions et le remettra à Centrale Lille dans les cinq jours ouvrés suivant la date de réunion pour validation. Centrale Lille devra valider le compte-rendu.